

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : ASA 18/003/2009
ÉFAI
9 novembre 2009

Fidji. Harcèlement des détracteurs du gouvernement

La détention arbitraire et les mauvais traitements infligés par l'armée fidjienne le 4 novembre 2009 au professeur d'université australien Brij Lal, d'origine fidjienne, s'inscrivent dans le cadre de la répression qui s'efforce actuellement de faire taire les détracteurs du régime et d'étouffer toute activité d'opposition pacifique.

Brij Lal compte parmi les très nombreuses personnes prises pour cibles ces derniers mois simplement parce qu'elles ont critiqué la politique gouvernementale. La répression qui s'abat actuellement sur toute dissidence pacifique est inacceptable et le gouvernement doit immédiatement y mettre fin.

Brij Lal, qui menait des recherches aux îles Fidji, s'était exprimé devant des médias étrangers sur les conséquences de l'expulsion des diplomates australien et néo-zélandais par le régime militaire fidjien le 3 novembre.

À la suite de ses déclarations, les soldats sont venus le chercher dans sa maison de famille à Suva, la capitale, pour le conduire au camp militaire de Nabua, à environ six kilomètres. Un officier supérieur de l'armée l'a interrogé : il l'a confiné dans une cellule sans lumière pendant une heure, l'a insulté, lui a craché dessus et lui a infligé diverses humiliations. On l'a menacé de le ramener au camp militaire et de le tuer s'il ne quittait pas le pays dans les vingt-quatre heures.

Brij Lal a depuis quitté les îles Fidji et est arrivé en Australie le 5 novembre.

Peceli Kinivuwaï, directeur national du Parti unifié des Fidji (SDL, *Soqosoqo Duavata ni Lewenivanua*), qui critique régulièrement le régime militaire, a également été arrêté et harcelé au camp militaire de Suva pour avoir donné son avis à des médias étrangers sur l'expulsion des diplomates. Après une nuit passée en détention, il a été relâché le 5 novembre.

Les mesures de détention et de harcèlement prises par les militaires à l'encontre de Brij Lal et Peceli Kinivuwaï illustrent la détérioration de la situation des droits humains dans le pays. Dans un rapport publié en septembre 2009, *Paradise Lost: A Tale of Ongoing Human Rights Violations*, Amnesty International énonce la longue liste des atteintes aux droits humains commises par les autorités fidjiennes depuis l'abrogation de la Constitution, la destitution de l'ensemble des magistrats et l'application de la loi martiale fondée sur les dispositions relatives aux situations d'urgence, en avril 2009.

Complément d'information

Le 3 novembre 2009, le Premier ministre Frank Bainimarama a expulsé de Fidji les ambassadeurs d'Australie et de Nouvelle-Zélande, après avoir accusé leurs gouvernements de s'immiscer dans la justice fidjienne en imposant des interdictions de voyager aux juges qui ont été ou vont être nommés par le régime. Selon Frank Bainimarama, les autorités australiennes ont refusé des visas de transit aux juges sri lankais nommés au sein du système judiciaire et leur ont conseillé de ne pas accepter ce poste à Fidji. Les autorités australiennes ont réfuté ces allégations et maintenu que les juges sri lankais avaient retiré leurs demandes de transit via l'Australie, choisissant d'emprunter un autre itinéraire.

Par ailleurs, le gouvernement fidjien avait accusé la Nouvelle-Zélande d'ingérence dans sa justice. La Nouvelle-Zélande aurait en effet refusé en octobre un visa à la juge de la Haute cour Anjala Wati qui souhaitait s'y rendre pour que sa fille puisse recevoir des soins médicaux urgents. Toutefois, les services d'immigration néo-zélandais ont autorisé la juge Anjala Wati et des membres de sa famille à se rendre dans le pays pour des raisons humanitaires le 26 octobre 2009.

Les gouvernements d'Australie, de Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni, du Canada et des Etats-Unis ont imposé des interdictions de voyager aux membres du régime militaire fidjien et à leurs familles, ainsi qu'à ceux qui occupent des postes au sein des services gouvernementaux, des entreprises d'État et de la justice.

Pour lire le document intitulé *Paradise Lost: A Tale of Ongoing Human Rights Violations*, veuillez cliquer sur : <http://www.amnesty.org/en/library/asset/ASA18/002/2009/en/5da2ce7b-de57-4778-af80-03632b33a322/asa180022009en.html>

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, Royaume-Uni, au +44 20 7413 5566 ou press@amnesty.org.

Secrétariat international, Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, www.amnesty.org.